

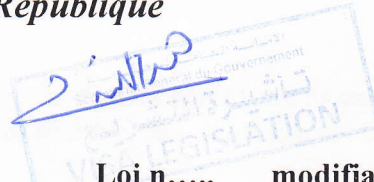
REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice



Présidence de la République

VISA : DGLTEJO



2016 - 012

Loi n..... modifiant certaines dispositions de la loi n°
2012/052 du 31 Juillet 2012 portant Code des Investissements.

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article Premier: Les dispositions de l'article 22 de la loi n° 2012/052 du 31 Juillet 2012 portant Code des Investissements sont abrogées et remplacées ainsi qu'il suit :

Article 22 (nouveau) : Avantages et incitations accordés pendant la période d'installation :

Pendant la période d'installation limitée à 3 (trois) ans :

- paiement de 0 % de droit fiscal à l'importation à l'exclusion de tout autre droit ou taxe payable au cordon douanier sur les biens d'équipement dont la liste des produits éligibles est fixée par Arrêté du Ministre des Finances.

Pendant la phase d'exploitation

A-Avantages douaniers et fiscaux :

Les avantages consentis sont répartis comme suit :

1. Avantages douaniers

- paiement de 0 % de droit fiscal à l'importation à l'exclusion de tout autre droit ou taxe payable au cordon douanier sur les biens d'équipement dont la liste des produits éligibles est fixée par Arrêté du Ministre des Finances.
- Ces avantages s'appliquent également aux pièces de rechange reconnaissables comme leur étant destinées.
- Les intrants industriels sont soumis aux taux inscrits au tarif des douanes durant toute la période d'agrément.

2. Avantages fiscaux

Les entreprises nouvelles et extension d'entreprises existantes si l'extension génère au moins 10 (dix) emplois supplémentaires permanents bénéficient d'une exonération totale de l'impôt sur le Bénéfice Industriel et Commercial (BIC) dans la limite des 8 (huit) premières années.

B- Accès à la terre

Les concessions nécessaires seront attribuées aux entreprises éligibles, sous la diligence de l'Etat et sous réserve des dispositions domaniales en vigueur, selon les modalités suivantes :

- Consentement mutuel entre l'investisseur et le propriétaire terrien sous forme de bail ou de concession provisoire par l'Etat pour une durée déterminée renouvelable ou à la fin du projet.

Consentement mutuel entre l'Investisseur et le Propriétaire pour un intéressement du propriétaire aux activités et produits de l'investissement

Article 2: sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi.

Article 3: La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

13 AVR 2016

Fait à Nouakchott, le

Mohamed OUL ABDEL AZIZ

Le Premier Ministre

Yahya Ould HADEMINE

Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme
Ministre de l'Economie et des Finances par Intérim

Naha mint Hamdi ould Mouknass

